



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Cher"



FONDS DE SOLIDARITÉ

PANC PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL ANCIONAL PRINCIPAL PRINC

Données au 10/12/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19. Le décret n°2020-1328 du 2 novembre 2020 précise les modalités de l'aide dans le cadre du reconfinement.

<u>Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 10 104 126 794 euros

Nombre d'aides : 5 785 609

Nombre d'entreprises : 1 826 971

Niveau Régional : Centre-Val de Loire





Montant total: 261 579 006 euros

Nombre d'aides: 151 853

Nombre d'entreprises : 51 961

Niveau Départemental : Cher

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 27 775 499 euros

Nombre d'aides: 16 268

Nombre d'entreprises : 5 651



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 27/11/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr

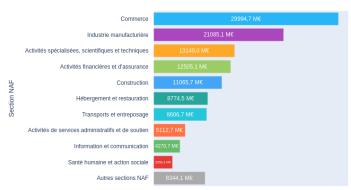


Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National



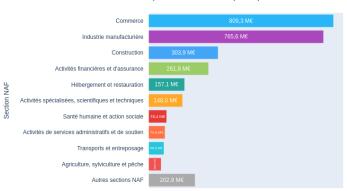


Montant total: 125 949 429 758 euros

Nombre de prêts : 622 167

Niveau Régional : Centre-Val de Loire





Montant total: 2 918 757 686 euros

Nombre de prêts : 18 834

Niveau Départemental : Cher

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 300 758 559 euros

Nombre de prêts : 2 130



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 03/12/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 160 513 813 euros

Nombre de reports: 87 569

Niveau Régional : Centre-Val de Loire



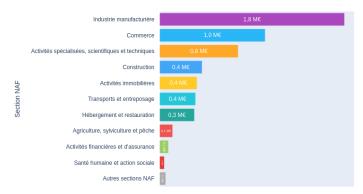


Montant total: 49 367 765 euros

Nombre de reports : 2 223

Niveau Départemental : Cher

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 5 470 645 euros

Nombre de reports : 202



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Centre-Val de Loire





Montant total: 37 297 668 euros

Nombre d'aides: 44 347

Niveau Départemental : Cher

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 4 270 875 euros

Nombre d'aides : 5 228



ACTIVITÉ PARTIELLE



Données au 08/12/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Centre-Val de Loire

